P15

DD01 : Séminaire Développement Durable

Mini-mémoire

Paul VAN DER SYPT

14/03/2015

Dans le cadre du cursus ingénieur à l'Université de Technologie de Compiègne (UTC), il est proposé aux étudiants de participer à un séminaire portant sur le développement durable. Le but est de les sensibiliser à ces problématiques émergentes. C'est dans ce cadre que s'inscrit ce mini-mémoire portant sur l'une des interventions ayant eu lieu pendant de séminaire.

Table des matières

I. Introduction 2
II. Synthèse de l'intervention d'Etalab 3
III. Dialogique 5
IV. Solution proposée 8
V. Conclusion 9
Bibliographie 9

I. Introduction

Ce document s'inscrit dans le cadre de l'UV DD01 : « Séminaire développement durable ». Celui-ci a eu lieu du 20 au 22 janvier 2015. Pendant 3 jours, des intervenants ont eu la possibilité de présenter aux étudiants présents les problématiques s'articulant autour du développement durable dans leur domaine de prédilection (analyse de cycle de vie, écoconception, écoconstruction, etc).

A la suite de ce séminaire, les étudiants sont priés d'effectuer un mini-mémoire sur l'une des interventions. L'objectif est de les amener à prendre du recul sur ce qu'ils ont eu l'occasion de voir afin de pouvoir avoir un regard critique. La pensée « développement durable » est une alternative possible à ce qui est réalisé actuellement. Cependant, il faut être conscient que cela contient des avantages d'un côté et des limites d'un autre côté. L'étudiant doit donc, par ce mini-mémoire montrer qu'il est conscient de ces différents aspects.

C'est donc dans ce cadre que s'inscrit ce document. L'intervention choisie ici est celle réalisée par **Etalab** représenté notamment par Henri VERDIER :

« L'e-gouvernance »

Dans un premier temps, une synthèse de l'intervention sera faire. L'organisation , ses objectifs et les valeurs visées seront présentés. Nous proposerons également quelques exemples de réalisations concrètes de la part d'Etalab.

Dans un second temps, une des limites de la présentation sera présentées. L'accent sera mis sur l'incohérence qu'il existe entre le but initial (ouverture des données) et la segmentation engendrée par l'application concrète (numérique).

Dans un dernier temps, une solution sera proposée pour pallier au problème soulevé dans la deuxième partie. Le but est d'aller voir plus loin et de montrer que même si la réalisation concrète de l'idée initiale n'est pas parfaite, elle est tout à fait convenable en modifiant légèrement le concept.

II. Synthèse de l'intervention d'Etalab

La France est un pays démocratique, on peut lire clairement dans la constitution française de 4 octobre 1958 les termes suivants : « Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». La conséquence directe de cette affirmation est la transparence des informations à tous les citoyens français. Il est donc, dans l'absolu possible d'avoir visu sur n'importe quel document administratif. Cependant, dans la pratique ce n'est pas le cas, et ceci dû notamment au problème logistique et même d'accessibilité aux données. C'est donc dans ce contexte que le premier ministre M.FILLON a créé en 2011 l'organisation Etalab. Son but est de rendre le plus transparent possible différentes données (celles qui ne remettent pas en cause la sécurité de la nation). Cela signifie que l'organisation cherche à rendre public sur internet le plus grand nombre de données possible.

On parle alors d' ***« open data »*** (libre accès aux informations). Les objectifs sont :

- Assurer le caractère démocratique de l'administration française : Etalab incite les différentes administrations à rendre public leur données afin que tous les français puissent y avoir accès. Il est donc possible d'avoir accès sur leur site des enquêtes de l'INSEE, données administratives, etc.
- Innovation : Mettre en libre accès des données permet aux entrepreneurs de mieux appréhender la situation du marché et du territoire sur lequel ils ont l'intention de s'installer. L'open data est donc un allié à la création de start-up et donc plus généralement d'innovation
- Améliorer la gestion gouvernementale : La prise de décision gouvernementale se base sur des rapports, des données et des chiffres auxquels les cabinets des ministres ont accès. Il s'avère que le gouvernement lui-même n'a pas accès à toutes les données, parfois nécessaires, pour prendre une décision. L'exemple le plus parlant est notre ministre du logement qui ne connait pas le prix d'un logement. L'open data prend ici tout son sens car il devient un outil d'aide à la décision.

Le premier de objectifs de l'Etalab est donc l'open data, la mise en libre accès à tous les citoyens français les données administrative. Certains principes peuvent rendre impossible la mise à la vue de tous certains documents (propriétés intellectuels, document de sécurité du territoire et de la nation, protection légale, etc).

L'open data peut prendre différentes formes. Il peut s'arrêter au partage de données. Etalab décide également d'aller plus loin que la mise à disposition de document, il permet à n'importe qui de s'approprier le document et de l'utiliser comme bon lui semble et surtout de pouvoir le modifier. Le document amélioré est remis à la disposition de tous. Tout le monde peut ainsi apporter sa pierre à l'édifice et créer un document qui répond au plus large spectre de besoins possibles. Ce document aura été créé de la manière la plus démocratique possible (par le peuple, pour le peuple) mais également avec la plus grande transparence possible.

Afin d'illustrer le principe énoncé dans le paragraphe précédent, on se propose d'étudier un cas concret réaliser grâce à l'intervention d'Etalab : « *open-fisca* ». Il s'agit d'un site internet qui permet de simuler et de prévoir le montant des impôts qu'il faudra payer sur l'année en cours. En répondant de questions simples telles que le montant des revenus, le nombre de personne à charge, le simulateur est capable de prédire la montant de l'imposition. Le besoin à l'origine de ce projet est la difficulté de l'accès et la complexité des calculs du montant de l'impôt. Etalab a alors mis à disposition de tous un

simulateur qui permet de de calculer simplement ce montant. La singularité de ce principe est le libre accès du code source aux utilisateurs comme on peut le voir sur l'image ci-dessous :

127 lines (126 sloc) | 11.439 kb — Raw | Blame | History

```
<NODE code="revdisp" color="0,0,255" desc="Revenu disponible" shortname="Rev. disp." typevar="2">
  <!-- # TODO: missing indemnite_residence and sft -->
  <NODE code="rev_net" color="0,155,204" desc="Revenus nets" shortname="Rev. nets">  <!-- # TODO: change color -->
    <NODE code="rev_trav" color="0,155,204" desc="Revenu du travail" shortname="Rev. travail">
      <NODE code="salnet" color="0,138,201" desc="Salaires nets" shortname="Sal. nets">
        <NODE code="sal" color="0,115,170" desc="Salaires imposables" shortname="Sal. impos.">
          <NODE code="salbrut" color="0,99,143" desc="Salaires bruts" shortname="Sal. bruts">
            <NODE code="salsuperbrut" color="0,66,92" desc="Salaires super bruts" shortname="Coût travail" />
            <NODE code="cotisations_patronales" color="249,208,211" desc="Cotisations sociales patronales" shortname="Cotsoc pat"
            <NODE code="allegement_fillon" color="0,171,208" desc="Allègement sur les bas salaires (Fillon)" shortname="Allèg. sal
            <NODE code="credit_impot_competitivite_emploi" color="0,171,255" desc="Crédit d'impôt compétitivité-emploi" shortname=
            <NODE code="tehr" desc="Taxe exceptionnelle sur les hauts revenus" shortname="TEHR" />
          </NODE>
```

Extrait du code source de l'application « Openfisca »

Ainsi chaque citoyen peut voir comment sont calculés les impôts juste en lisant le code, il suffit d'avoir des notions en informatique. Ce code, en plus que d'être à la vision de tout le monde, peut être modifié s'il contient une erreur ou s'il est possible d'être améliorer. Cette création de l'Etalab est un exemple concret et pertinent de leur mission, c'est-à-dire qu'il donne accès à tous les citoyens français d'avoir un œil et de comprendre le phénomène d'imposition. Il est donc apte et capable en son âme et conscience de juger de la qualité du système mis en place par le gouvernement.

Sans entrer dans les détails, il existe un autre exemple parlant : « mes.aides.gouv.fr ». Il s'agit d'un site qui permet d'indiquer toutes les aides auxquelles on a le droit, et ceci en fonction de notre situation particulière. Comme précédemment, il suffit de répondre à quelques questions et la réponse est immédiate.

Nous venons de voir deux exemples très parlant concernant la mission d'Etalab. On voit que l'open data permet d'augmenter la transparence du gouvernement vis-à-vis du citoyen. Cela permet à ce dernier d'être plus critique en ce qui concerne les agissements de l'état et de mieux comprendre ses agissements. Il est également intégré directement dans la boucle en vue d'améliorer notre système car il peut interagir par le biais des codes sources.

De l'autre côté, on peut voir que Etalab met en libre accès des données au plus grandes nombres, il s'agit d'un outil d'aide à la décision aussi bien pour le gouvernement que pour les entrepreneurs.

Pour conclure, on peut voir que l'open data utilisé comme moyen par Etalab pour atteindre leurs objectifs semble efficace. Pour faire le lien avec le développement durable, on peut voir que les deux piliers directement touchés sont l'aspect « social » et l'aspect « gouvernance ». L'open data permet à quiconque d'avoir une totale vision des agissements de l'état. Celle-ci ne peut donc pas passer outre les règles et abuser des citoyens sans que ceux-ci n'aient l'occasion de s'en apercevoir. L'aspect social est un peu plus subtil à voir. En effet, l'open data met en lien un code source qui peut être amélioré par un autre utilisateur. Cette amélioration est ensuite disponible aux autres, ils y a donc une entraide social qui se met en place. Tout le monde travaille dans un objectif communautaire et non individualiste.

III. Dialogique

Dans ce chapitre nous allons faire un retour critique sur un point particulier de l'intervention réalisée par M.VERDIER. Nous énoncerons dans un premier temps la dialogique particulière qui sera étudiée. Puis dans un second temps nous l'expliciterons et analyserons en quoi il s'agit d'une problématique pertinente.

La dialogique qui sera approfondi ici concerne la contradiction entre l'ouverture des données et la ségrégation que celle-ci amène. Le but initial d'Etalab est de rapproché notre système de fonctionnement d'un système démocratique le plus proche du sens premier du terme, c'est-à-dire que ce soit la population qui décide des questions de gouvernance mais également qu'elle soit totalement au courant de ce qui se passe parmi ses dirigeants. Le biais alors chois est l'open source, nous avons vu dans la partie précédente que cela se faisait grâce à des codes sources mis en ligne à la disposition de tous.

Même si dans un premier temps, cela parait être une solution adéquat : nous sommes à l'air du numérique et donc le support choisi est celle qui permet de toucher le plus grand nombre. Seulement la question qui se pose est la suivante : « qu'advient-il des personnes qui ne possèdent pas la ressources informatique ou bien qui n'en maitrise pas le langage ? »

Les personnes qui sont directement touchées par cette problématique sont essentiellement les personnes les plus âgées. En effet, l'utilisation systématique des outils informatiques n'est que très récente et ne remonte pas à plus de 20 ans. Cela implique donc que la population a dû apprendre à se servir de ces nouvelles technologies. Pour les jeunes, la transition entre ces deux modes de vie n'a pas été trop compliquée car leurs habitudes de vie n'étaient pas trop encrées dans leurs mœurs. Mais en ce qui concerne les moins jeunes, cette transition a été très compliqué et est toujours en cours. Pour beaucoup, elle n'a jamais eu lieu. Cette problématique est également vraie pour des personnes moins jeunes.

Le deuxième obstacle que pose le choix du numérique est le postulat qui dit que tout le monde possède un point d'accès à internet et également un ordinateur chez soi. Or de nos jours, ce n'est pas le cas. Des familles vivants dans des coins appelés « reculés » n'ont pas encore accès à une connexion internet décente (« ADSL ») et pour qui l'utilisation de simulateurs comme le propose Etalab prendrait un temps considérable. De plus, l'achat d'un ordinateur de nos jours coûte environ 1 000 €. Il s'agit d'une dépense que beaucoup de foyers français peuvent se permettre. Cependant il ne faut pas oublier la minorité de personne pour qui cela demande un effort colossale et souvent finissent par s'en passer.

Nous voyons donc apparaitre ici une vraie contradiction entre le souhait initial d'Etalab et les limites physiques imposées. Etalab voulait ouvrir grâce à un système d'open data certains aspects gouvernementaux afin de les rendre moins obscurs auprès du plus grand nombre. Mais on est en droit de se poser des questions quant à la forme et le support choisi pour réaliser cela. Les personnes qui ne se sont pas capables d'utiliser internet pour une raison ou pour une autre vont sentir un sentiment de mise à l'écart de la part du reste de la population. En effet, ces personnes qui ne pourront comprendre ce qui se passent voir cette communauté qui se crée autour et grâce à cet open data. Ils vont alors avoir la sensation que quelque chose se met en place sans pour autant avoir la moindre idée de quoi il s'agit. Il y aura une fracture et une division au sein même de la population à cause d'un outil qui était, au contraire, était censé regrouper tout le monde afin d'avoir la contribution de chacun.

Au-delà de ce sentiment d'abandon, le système poussera à une « anti-démocratie », c'est-à-dire que l'on aura à faire à un outil qui ne sera utilisé, amélioré et profitable que pour une partie d'initié. On glissera alors d'une démocratie à une technocratie. Un gouvernement où seul ceux qui sont capables de maitriser les technologies auront de l'influence indépendamment de leur aptitude à prendre des décisions ou non.

Nous venons de voir que l'utilisation du numérique comme support pour l'open data a comme conséquence de créer deux communautés distinctes au sein de la population : une qui maitrise les outils informatiques et une qui ne l'est pas. Celle qui est capable de cerner et maitriser l'open data auront accès à des données et auront une meilleure compréhension que la communauté qui n'est pas initié. Pour aller plus loin, il est possible de faire l'hypothèse de l'existence d'une troisième communauté : celle qui comprend les outils informatiques mais n'en connait pas le langage.

Pour illustrer ce propos, il est proposé de regarder les deux images ci-dessous :

127 lines (126 sloc) | 11.439 kb — Raw | Blame | History

```
<NODE code="revdisp" color="0,0,255" desc="Revenu disponible" shortname="Rev. disp." typevar="2">
  <!-- # TODO: missing indemnite_residence and sft -->
  <NODE code="rev_net" color="0,155,204" desc="Revenus nets" shortname="Rev. nets">  <!-- # TODO: change color -->
    <NODE code="rev_trav" color="0,155,204" desc="Revenu du travail" shortname="Rev. travail">
      <NODE code="salnet" color="0,138,201" desc="Salaires nets" shortname="Sal. nets">
        <NODE code="sal" color="0,115,170" desc="Salaires imposables" shortname="Sal. impos.">
          <NODE code="salbrut" color="0,99,143" desc="Salaires bruts" shortname="Sal. bruts">
            <NODE code="salsuperbrut" color="0,66,92" desc="Salaires super bruts" shortname="Coût travail" />
            <NODE code="cotisations_patronales" color="249,208,211" desc="Cotisations sociales patronales" shortname="Cotsoc pat"
            <NODE code="allegement_fillon" color="0,171,208" desc="Allègement sur les bas salaires (Fillon)" shortname="Allèg. sal
            <NODE code="credit_impot_competitivite_emploi" color="0,171,255" desc="Crédit d'impôt compétitivité-emploi" shortname=
            <NODE code="tehr" desc="Taxe exceptionnelle sur les hauts revenus" shortname="TEHR" />
          </NODE>
```

Extrait du code source de l'application « Openfisca »

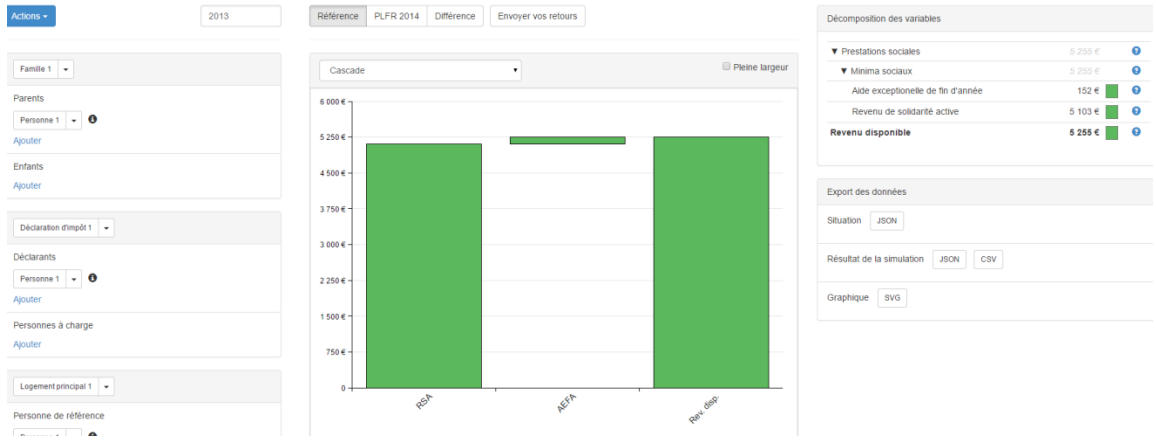

Image de l'interface de l'application « Openfisca »

La deuxième image est une interface informatique, il s'agit de l'exemple *« openfisca »* étudié dans le chapitre précédent de ce mini-mémoire. On peut voir que celle-ci est utilisable par n'importe qui sachant utiliser un ordinateur. Il est donc possible de dire que n'importe qui est capable de profiter des avantages de cet outil. Cependant, la première image est le code source qui décrit comment fonctionne l'interface, c'est ce code qui est essentiel à la compréhension du phénomène (en l'occurrence, la méthode de calcul des impôts). Il est évident que peu de personne comprend le code source. Donc, le résultat final obtenu est l'utilisation pleine et entière de ces outils par une minorité de

personne. Même si un grand nombre peuvent jouir des simulations offertes, très peu peuvent interagir sur le code source et participer activement à l'amélioration continue.

Etalab a donc pour vocation de créer une opendata qui permet une plus grande transparence et intégrant la population au sein même des décisions gouvernementales. Cependant, nous venons de voir que plutôt que de regrouper toute la population derrière un travail collectif, cela va créer différentes communautés :

- Ceux qui ne savent pas utiliser un ordinateur : ceux-ci seront complétement délaissés et mis de côté à cause de ces outils.
- Les utilisateurs « normaux » : ils jouissent des outils sans participer à leur amélioration. L'asservissement qui est sensé conduire à une amélioration continue ne se met pas en place, enlevant l'intérêt de l'opendata.
- Une minorité d'initié : ils auront toutes les clés pour comprendre le potentiel de l'opendata. Ils l'exploiteront à fond et deviendront des acteurs d'influence si la gouvernance tend à devenir de plus en plus informatique.

Les intentions de l'Etalab sont louables et en théorie très bien. Il faut cependant se poser des questions et s'assurer que l'application concrète ne divise pas au lieu d'unir une population. Nous venons de voir une des limites de ce système, pour autant cela ne veut pas dire qu'il faille tout reprendre depuis le début, même si peu son capable d'exploiter le potentiel des outils entièrement, il y en a pour qui c'est un grand pas en avant. Cela reste une avancée vers la transparence totale.

IV. Solution proposée

Dans cette partie, nous allons proposer une solution à la dialogique proposé précédemment. Une solution sera envisagée afin de passer outre les limites. Celle-ci ne sera pas parfaite car cela posera des problèmes de logistique que nous allons voir, cependant elle répond à la problématique de départ qui est le facteur humain.

Pour rappel, la dialogique vu précédemment est la contradiction entre l'ouverture qu'est censé suscité l'opendata et la création de communauté. Alors que tout le monde est censé avoir accès à des données, seules quelques personnes pourront en profiter pleinement. Ceci dû à la méconnaissance des outils informatique.

Dans un premier temps, nous allons cadrer le problème. Nous chercherons une solution pour que les personnes qui ne maitrise pas où ne possèdent pas d'ordinateur dans leur foyer puisse au minimum jouir des outils Etalab. Apprendre les codes afin de maitriser les codes sources est un travail personnel et il appartient à chacun de l'apprendre en autodidacte sur internet (par exemple, le site du zéro permet d'apprendre rapidement les rudiments de ce langage).

Etalab est une organisation gouvernementale. Il est donc logique que sa promotion soit réalisée par le gouvernement et que de plus, ce soit le gouvernement qui en assure l'accessibilité à tous. La proposition est donc le libre accès dans toutes les mairies à un ordinateur qui serait public avec un fonctionnaire qui serait présent pour assister toutes personnes en exprimant le besoin. Cela permettrait de réduire l'écart entre les communautés.

Il faut être conscient que cette solution n'est pas parfaite et pose plusieurs problématiques :

- Dans les grandes villes : un ordinateur n'est pas assez
- Cela engendre des coûts matériels et salariaux (la personne en assistanat)

Il s'agit d'une solution qui a le mérite de répondre au problème sociétal et gouvernemental. Cependant, cela engendre des interrogations sur le plan écologique (ACV des ordinateurs) et économique car cela engendre des frais supplémentaires. Cet exemple montre une fois de plus que le développement durable n'est qu'un équilibre entre ses quatre principaux piliers : sociétal, environnemental, économique, gouvernance.

V. Conclusion

Durant ce mini-mémoire, nous avons fait une synthèse de l'intervention de M.VERDIER. Nous avons vu les enjeux de l'opendata et comment celle-ci peut influencer la gestion gouvernementale de demain. Nous avons vu dans un second temps une des limites à l'opendata et comment l'utilisation des nouvelles technologies peut créer une fracture sociale et la création de plusieurs communautés jusqu'alors inexistante.

Da façon plus général, ce séminaire aura permis aux étudiants de prendre du recul. Le développement durable est un paramètre qui est de plus en plus pris en compte dans les cercles décisionnels gouvernementaux. Ce séminaire nous aura montré comment elle est capable d'améliorer notre quotidien et quels en sont les enjeux. Mais nous avons également vu l'autre face de l'iceberg, en voyant les limites et le chemin qu'il reste à parcourir avant que les questions de développement durable deviennent un automatisme dans les esprits.

Bibliographie

1. Constitution du 4 octobre 1958, http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/root/bank_mm/constitution/constitution.pdf [accédé le 07/02/2015]
2. Github, 2015, Code source d'open fisca, https://github.com/openfisca/openfisca-france/blob/master/openfisca_france/decompositions/decomp.xml [accédé le 25/02/2015]